



Que dire ?

Nous voici réunis en formation spécialisée de réseau pour la 2e fois. Cette instance où nous allons mettre en œuvre la politique de santé, sécurité, hygiène et conditions de travail pour tous nos collègues, par des engagements, des plans d'action, à leur écoute. Il y a urgence !

Car les indicateurs sont au rouge ! Vous avez pourtant une obligation de résultat, et le code pénal est là pour vous le rappeler : "l'employeur est responsable de la santé physique et mentale des personnes qu'il a sous son autorité."

Que dire alors de l'état de notre réseau de médecine du travail ? De très nombreux collègues n'ont plus vu, en visite annuelle ou quinquennale, un médecin du travail pour s'assurer de leur bonne santé physique et mentale.

Que dire lorsque des collègues, comme à la raffinerie de Port Jérôme par exemple, travaillent dans un bureau exposé à 20 fois la norme autorisée de produits polluants déversés à quelques mètres de leur bureau juste parce qu'ils ont été "oubliés" ?

Que dire, alors que la CGT a lancé l'alerte de la présence des gaz et vapeurs toxiques dans les containers en 2009, de cette incurie ? Le mépris affiché à l'égard de notre organisation, le refus de la présence des représentants du personnel à la récente réunion organisée au Havre, le mensonge sur la présence d'une personne de RH4 alors qu'il s'agissait de l'ISST de la DNGCD, l'absence sidérale d'un protocole national négocié ici et avec l'aide de l'INRS avec qui nous avons pourtant passé une convention à force de demandes répétées, etc

Que dire d'une administration qui ne sait pas faire respecter l'environnement proche des bureaux et brigades, comme à Combes la Ville où une cimenterie vient de s'installer au pied de nos locaux, exposant nos collègues à des poussières de ciment dont tout le monde sait qu'elles sont cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques ?

Que dire d'un gouvernement qui impose, contre l'avis de 80% des actifs, de travailler deux ans de plus alors que l'espérance de vie en bonne santé recule un peu plus chaque année ? Que dire aussi, d'une administration qui refuse de prendre en compte la pénibilité pour le travail en horaires décalés de nos collègues OP/CO aux horaires atypiques comme à Roissy, Dunkerque ou Calais ?

Que dire d'une administration qui, année après année, refuse de prendre en considération les résultats de l'observatoire interne ? Qu'est ce qui n'est pas clair quand 69 % des collègues disent que la douane n'évolue pas dans le bon sens et que les réformes vont trop vite ? Étrangement, quand la CGT consulte les collègues, qui sont très nombreux à répondre d'ailleurs, nous aimons en tenir compte et porter leurs revendications.

Que dire d'une administration qui promeut la justice de classe ? Qu'attend-elle en retour en termes de déontologie ou de plan anti-corrupcion ?

Que dire d'une administration qui impose des pratiques managériales d'un autre siècle ? Il est plus que temps de moderniser nos pratiques, de travailler aux méthodes participatives, car on ne peut continuer à former les encadrants comme il y a 50 ans.

Que dire d'un président de la République qui clame "les smicards préfèrent des abonnements VOD à une alimentation plus saine" quand nos grilles de salaires en C et B sont à peine au-dessus du SMIC et que son gouvernement refuse toute augmentation salariale dans la Fonction Publique ? Alors que dans le même temps on annonce une année 2023 florissante pour le CAC 40 avec 120 milliards de bénéfice... Eux comme nos parlementaires n'auront certainement pas à choisir...

Que dire d'une administration qui met volontairement en place des mesures qui dégradent les collectifs de travail, divisent les collègues, comme les mutations, les promotions et leur règles obscures, la fin du paritarisme, etc ?

Il ne manquerait plus que la DGDDI mette en place la rémunération au mérite, minable chantier du ministre S.Guérini qui n'a pas trouvé mieux pour répondre à l'exigence forte d'une revalorisation salariale urgente !

Pour la CGT c'est clair et c'est tout de suite : 10% de salaire en plus et l'ouverture de négociations salariales ensuite, 10% d'effectifs en plus, 10% de temps de travail en moins et la mise en place de la semaine de 4 jours sans perte de revenus ! C'est exactement ce que disent les collègues dans les questionnaires que nous avons mis en œuvre. S'agissant de la semaine de 4 jours, le nouveau premier ministre a exigé de toutes les administrations qu'elles s'y mettent ! Répondre à une meilleure qualité de vie, assurer un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, contribuer à la maîtrise des déplacements dans une politique énergétique volontariste, voilà les orientations demandées !

Que dire du train incessant de réformes et restructurations que les collègues vomissent depuis des années ? Après le PSD et ses 180 fermetures de services, après les fermetures et regroupements de brigades, après le Brexit et bientôt EES, après la perte de la sûreté, après l'unification du recouvrement et le transfert des missions fiscales que nous continuons de refuser, après les inquiétudes sur le réseau comptable dont l'avenir reste aléatoire, alors que vous continuez de fermer des bureaux que vous estimez fragilisés, vous attaquez le réseau VITI comme un bulldozer. Tout cela dans le plus grand mépris des agents, de leur santé, des alertes et fiches de signalement, des angoisses qui sont les leurs !

Que dire du manque d'effectifs, de recrutements, de formation, qui met, une fois encore, les collectifs de travail dans des situations très dégradées ? Est-ce normal pour les collègues de travailler trop ? De perdre des heures de travail que vous leur voler ? De faire le choix de sacrifier des missions parce qu'ils ne peuvent plus les assurer ?

Que dire alors de cette instance et de ce que nous allons en faire ?

Nous portons la responsabilité de prendre des engagements forts dans l'intérêt général et au service des collectifs de travail, pas dans leur dégradation et la souffrance au travail ! Nous ne cautionnerons pas une dégradation supplémentaire à la CGT.

Le niveau de conflictualité est très élevé dans les services. Attention que cette bombe à retardement ne vous saute pas à la figure. La CGT aura prévenu.